



Département
Orne
Arrondissement
Alençon

Commune de Juvigny Val d'Andaine

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 07 OCTOBRE 2019

<i>Nombre de conseillers En exercice : 69 Présents : 43 Date de convocation : 30/09/2019</i>	L'an deux mil dix-neuf, le sept octobre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
--	--

Etaient présents (43) :

Fabienne AGUITTON	Jean GARNIER	Rémy LOUVEL
Jacky BESLARD	Loïc GAUTIER	Annie MARINARO
Henri BONNEL	André GERARD	Charles MERLIER
Sylvie BRAULT	Marcelle GERARD	Marie-Caroline MONSALLIER
Dominique BRETON	Mathieu GERARD	Bernard MOREAU
Stéphane BRUNEAU	Gérard GRANDIN	Michel MOREAU
Chantal CANEVET	Martin GRIPON	Jean PETRON
Gérard CHARCELLAY	Marie LABASTIE	Philippe PETRON
Pascal CHRETIEN	Laurent LEBLANC	Martine PHILIPPE
Bertrand DABOUX	Henri LEROUX	Daniel POUSSIER
Françoise DUMESNIL	Jean-Paul LEROUX	Isabelle PREEL
Jean-Marie DUMESNIL	Hervé LEROYER	Claudine ROETZINGER
Bernadette DURAND	Gérard LEUDIERE	Sylvie SERAIS
Anthony ERNOULT	Brigitte LIBERT	
Daniel FORGET	David LINSTED	

Absents (24) : Jean-Claude ANNE - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Evie BOUTELOUP - Éric BOUVIER - Pascal BRUNET - Denis COURTEILLE - Philippe DEROUAULT - Hugues FOURRE - Didier GERARD - Madeleine GODEFROY - Sophie GRIVOIS - GUYOT Mireille - Daniel JOUIN – Didier LEROUX - Patrice LESELLIER – Nadège LETELLIER - Josèphe LEVENEUR - Dominique LEVERRIER - Annick LIBERT - Alain POUSSIER – Daniel POUTEAU - Anne-Marie VOISIN

Pouvoir (2) : Monsieur Fabien LECUYER à Monsieur Charles MERLIER, Madame Maryse MUGICA à Monsieur Henri LEROUX

Madame Marie-Caroline MONSALLIER a été désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Demande de rétrocession de concessions funéraires**
- 2 - Approbation de l'adhésion de la communauté de Communes Andaine- Passais au syndicat mixte « SyBAMA », syndicat de Bassin de l'Aron, Mayenne et Affluents**
- 3 - Admissions en non-valeur**
- 4 - Modification des statuts du SMICO**
- 5 - Cession d'un chemin rural au lieudit « Le Bas-Lioux » sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine**
- 6 - Rapport 2018 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets**
- 7 - Tarifs de la salle du 3ème âge de la commune déléguée de Sept Forges**
- 8 - Décision modificative n° 1**
- 9 - Entretien de l'église de Sept Forges**
- 10 - Location d'un logement communal pour une permanence d'infirmière à Sept Forges**
- 11 - Travaux d'aménagement d'une douche dans un logement communal de Sept Forges**
- 12 - Aménagement de deux logements dans le presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : avenant n° 2 au lot n° 5 (plomberie PEC)**
- 13 - Loyer des nouveaux logements du presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé**
- 14 - Travaux dans le logement à l'étage du presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé**
- 15 - Réfection de la façade des caves des logements de la cantine de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé**
- 16 - Bornage des chemins privés à intégrer dans le domaine public**
- 17 - Adhésion au SMAEP de la région de Domfront des communes de Champsecret et de Saint Bômer les Forges**
- 18 - Approbation des nouveaux statuts du SMAEP de la région de Domfront**
- 19 - Acquisition d'un photocopieur pour la mairie déléguée de Juvigny sous Andaine**
- 20 - Changement de la citerne de fioul dans la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais**
- 21 - Chats errants dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine**
- 22 - Participation à la destruction des nids de frelons asiatiques**
- 23 - Achat d'un portail pour le cimetière de la commune déléguée de Loré**

24 - Convention entre l'EPIC Bagnoles de l'Orne Tourisme et la commune de Juvigny Val d'Andaine

25 - Aménagement de sanitaires dans la boulangerie de Juvigny sous Andaine

26 - Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)

2019079	Réglementation des rétrocessions de concessions funéraires
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la rétrocession d'une concession funéraire consiste, pour le titulaire de la concession, à la revendre en raison d'un déménagement ou d'un changement de volonté pour l'inhumation. La rétrocession de concession doit répondre à plusieurs critères, à savoir :

- la demande de rétrocession doit émaner du titulaire de la concession, c'est-à-dire de celui qui a acquis la concession (les héritiers ne peuvent procéder à une rétrocession, car ils se doivent de respecter le contrat passé par le titulaire de la concession),
- la concession doit être vide de tout corps,
- le titulaire de la concession ne doit pas faire une opération lucrative en rétrocédant sa concession,
- le titulaire peut enlever les monuments funéraires, préalablement à la rétrocession, en vue de les revendre à un tiers.

Une rétrocession doit être préalablement acceptée par le conseil municipal et une indemnisation pour le temps restant à courir peut être prévue par les membres du conseil municipal.

Monsieur le Maire propose pour cela :

- que les concessions perpétuelles soient rétrocédées au prix d'achat quelle que soit leur ancienneté,
- que les monuments funéraires (pierres tombales, croix, plaques...) ne soient pas repris. Ceux-ci devront être retirés par les concessionnaires à leurs frais,
- que les concessions rétrocédées comportant un caveau soient réattribuées selon les tarifs fixés par la délibération n° 2017101 du 28 septembre 2017.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, accepte la proposition de Monsieur le Maire.

2019080	Demande de rétrocession de concession funéraire perpétuelle dans le cimetière de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---

Vu l'arrêté du 28 septembre 2017 portant règlement intérieur des cimetières communaux et des sites cinéraires,

Considérant la demande de rétrocession à la commune présentée par Madame Danielle BRUNEAU, habitant 12 rue du Soleil Levant à Saint Georges de Rouelley (Manche) et concernant la concession funéraire dont les caractéristiques sont :

- Acte n° 346 en date du 16 décembre 1983
- Concession perpétuelle

- Au montant réglé de 45,73 euros

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que Madame Danielle BRUNEAU, acquéreur d'une concession perpétuelle dans le cimetière de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine le 16 décembre 1983, se propose aujourd'hui de la rétrocéder à la commune.

Cette concession se trouvant vide de toute sépulture, Madame Danielle BRUNEAU déclare vouloir rétrocéder ladite concession, à partir de ce jour, à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté contre le remboursement de la somme de 30,49 € correspondant aux deux tiers de la valeur de la concession, le tiers restant étant acquis au CCAS.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, adopte la proposition de Monsieur le Maire et l'autorise à établir l'acte de rétrocession aux conditions suivantes :

- la concession funéraire située dans le cimetière de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine (Carré F, 6^{ème} rang, 6^{ème} tombe) est rétrocédée à la commune au prix de 30,49 €,
- cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6718 du budget principal.

2019081	Demande de rétrocession de concession funéraire perpétuelle dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Vu l'arrêté du 28 septembre 2017 portant règlement intérieur des cimetières communaux et des sites cinéraires,

Considérant la demande de rétrocession à la commune présentée par Madame Jeannine RIEU, habitant 13 rue du Pré aux Clercs à Pau (Pyrénées Atlantiques) et concernant la concession funéraire dont les caractéristiques sont :

- Acte n° 167 en date du 20 septembre 1966
- Concession perpétuelle
- Au montant réglé de 6,10 euros

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que Madame Jeannine RIEU, acquéreur d'une concession perpétuelle dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé le 20 septembre 1966, se propose aujourd'hui de la rétrocéder à la commune.

Cette concession se trouvant vide de toute sépulture, Madame Jeannine RIEU déclare vouloir rétrocéder ladite concession, à partir de ce jour, à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté contre le remboursement de la somme de 4,06 € correspondant aux deux tiers de la valeur de la concession, le tiers restant étant acquis au CCAS.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, adopte la proposition de Monsieur le Maire et l'autorise à établir l'acte de rétrocession aux conditions suivantes :

- la concession funéraire située dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé (Côté droit, 30^{ème} rang, 2^{ème} position) est rétrocédée à la commune au prix de 4,06 €,
- cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6718 du budget principal.

2019082	Demande de rétrocession d'une concession funéraire cinquantenaire dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Vu l'arrêté du 28 septembre 2017 portant règlement intérieur des cimetières communaux et des sites cinéraires,
Considérant la demande de rétrocession présentée par Madame Georgette SOUM, habitant 16 Allée Gaston Massat SAINT GIRONS (Ariège) et concernant la concession funéraire dont les caractéristiques sont :

Acte n° 2/2003 en date du 11 septembre 2003
Concession temporaire (de 50 ans)
Au montant réglé de 80,00 euros

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que Madame Georgette SOUM, acquéreur d'une concession cinquantenaire dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé le 11 septembre 2003, se propose aujourd'hui de la rétrocéder à la commune.

Celle-ci n'ayant pas été utilisée jusqu'à ce jour et se trouvant donc vide de toute sépulture, Madame Georgette SOUM déclare vouloir rétrocéder ladite concession, à partir de ce jour, à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté, contre le remboursement de la somme de 54,40 euros.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, adopte la proposition du Maire et autorise celui-ci à établir l'acte de rétrocession aux conditions suivantes :

- la concession funéraire située dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé (côté droit, 22^{ème} rang, 3^{ème} position) est rétrocédée à la commune au prix de 54,40 €.
- cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6718 du budget principal.

2019083	Demande de rétrocession d'une concession funéraire cinquantenaire dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Vu l'arrêté du 28 septembre 2017 portant règlement intérieur des cimetières communaux et des sites cinéraires,
Considérant la demande de rétrocession présentée par Monsieur Maurice MAIGNAN, habitant 9 Allée Rosy, Saint Aubin sur Mer (Calvados) et concernant la concession funéraire dont les caractéristiques sont :

Acte n° 1/2014 en date du 4 février 2014
Concession temporaire (de 50 ans)
Au montant réglé de 80,00 euros

Monsieur le Maire expose au conseil municipal que Monsieur Maurice MAIGNAN, acquéreur d'une concession cinquantenaire dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé le 4 février 2014, se propose aujourd'hui de la rétrocéder à la commune.

Celle-ci n'ayant pas été utilisée jusqu'à ce jour et se trouvant donc vide de toute sépulture, Monsieur Maurice MAIGNAN déclare vouloir rétrocéder ladite concession, à partir de ce jour, à la commune afin qu'elle en dispose selon sa volonté, contre le remboursement de la somme de 72,00 euros.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, adopte la proposition du Maire et autorise celui-ci à établir l'acte de rétrocession aux conditions suivantes :

- la concession funéraire située dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé (côté droit, 21^{ème} rang, 2^{ème} position) est rétrocédée à la commune au prix de 72,00 €.
- cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6718 du budget principal.

2019084	Approbation de l'adhésion de la Communauté de Communes Andaine-Passais au Syndicat de Bassin de l'Aron, Mayenne et Affluents « SyBAMA »
----------------	--

Suite à l'arrêté inter-préfectoral du 12 juillet 2019 portant projet de périmètre du syndicat mixte « SyBAMA », Syndicat de Bassin de l'Aron, Mayenne et Affluents, le Conseil communautaire disposait, conformément à l'article L.5211-5 du CGCT, d'un délai de trois mois pour délibérer. A ce sujet, la Communauté de Communes Andaine-Passais a délibéré favorablement le 26 septembre 2019.

Parallèlement, conformément à l'article L 5214-27 du CGCT, l'adhésion de l'EPCI est subordonnée à l'accord des conseils municipaux de leurs communes membres, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de communauté de communes.

Pour information, un projet de statuts a été élaboré par un groupe de travail piloté par le syndicat de Bassin de l'Aron et Mayenne Communauté ; ce projet figure en annexe de l'arrêté inter préfectoral.

Le syndicat exercera la GEMAPI – Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, par transfert de compétence des communautés de communes membres (Mayenne Communauté, Communauté de communes des Coëvrons, Communauté de communes du Bocage Mayennais, Communauté de communes Andaine-Passais)

Le syndicat mixte sera compétent sur le périmètre proposé suivant :

- Bassin versant de l'Aron
- Bassins versants des affluents directs de la Mayenne sur le périmètre des Communautés de communes de Mayenne Communauté et du Bocage Mayennais, excepté les bassins versant de la Colmont et de la Varenne
- L'axe Mayenne non domanial jusqu'à la confluence de l'Anglaise.

Le syndicat de bassin actuel, le syndicat de bassin de l'Aron, aura vocation à transférer ses services au futur syndicat mixte fermé.

La date de création de cette nouvelle structure est fixée au 1er Janvier 2020.

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement les articles L. 5211-5 et L. 5711-1 ;

Vu la loi du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI)

Vu l'article L. 211-7 du Code de l'environnement

Vu l'article L. 213-12 du code de l'environnement,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques

Vu le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

Vu la stratégie d'organisation de compétences locales de l'eau (SOCLE) annexée au SDAGE ;

Vu l'arrêté inter préfectoral en date du 12 juillet 2019 portant projet de périmètre du syndicat mixte « SyBAMA », Syndicat de Bassin de l'Aron, Mayenne et Affluents et le projet de statuts du nouveau syndicat mixte

Le Maire invite donc le Conseil Municipal à délibérer sur l'adhésion de la Communauté de Communes Andaine-Passais au Syndicat « SyBAMA »

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix pour :

- approuve l'adhésion de la Communauté de Communes Andaine-Passais au Syndicat de Bassin de l'Aron, Mayenne et Affluents, conformément au projet de périmètre et de statuts proposés.

- charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de transmettre cette délibération au représentant de l'Etat et d'accomplir toutes les formalités requises

- autorise Monsieur le Maire à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

2019085	Admissions en non-valeur
----------------	---------------------------------

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que des titres de recettes sont émis à l'encontre d'usagers pour des sommes dues sur le budget principal ou le budget annexe d'assainissement. Certains titres restent impayés malgré les diverses relances du Trésor Public. Il convient de les admettre en non-valeur.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 et M49, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables,

Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public,

Considérant sa demande d'admission en non-valeur des créances n'ayant pu faire l'objet de recouvrement après mise en œuvre de toutes les voies d'exécution,
Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable,
et après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- **décide** d'approuver l'admission en non-valeur des recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 464,28 €, correspondant aux créances éteintes de la liquidation judiciaire de Madame Stéphanie PETIT dressées par le comptable public pour le budget annexe d'assainissement :

Exercice 2017

<i>Réf. pièce</i>	<i>Montant</i>	<i>Motif de la présentation en non-valeur</i>
R-316	148,87 €	Jugement du 01/07/2019
T-35	150,48 €	Jugement du 01/07/2019
TOTAL	299,35 €	

Exercice 2018

<i>Réf. pièce</i>	<i>Montant</i>	<i>Motif de la présentation en non-valeur</i>
R-44	164,93 €	Jugement du 01/07/2019
TOTAL	164,93 €	

- **décide** d'approuver l'admission en non-valeur des recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 1 258,95 €, correspondant aux créances éteintes de la liquidation judiciaire de Madame Stéphanie PETIT dressées par le comptable public pour le budget principal :

Exercice 2017

<i>Réf. pièce</i>	<i>Montant</i>	<i>Motif de la présentation en non-valeur</i>
T-705	0,30 €	Jugement du 01/07/2019
T-746	512,50 €	Jugement du 01/07/2019
T-747	140,00 €	Jugement du 01/07/2019
T-866	180,30 €	Jugement du 01/07/2019
T-867	65,25 €	Jugement du 01/07/2019
T-918	180,30 €	Jugement du 01/07/2019
TOTAL	1 078,65 €	

Exercice 2018

<i>Réf. pièce</i>	<i>Montant</i>	<i>Motif de la présentation en non-valeur</i>
T-38	180,30 €	Jugement du 01/07/2019
TOTAL	180,30 €	

- **décide** d'approuver l'admission en non-valeur des recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 856,20 €, correspondant aux listes des produits irrécouvrables n° 3894310215, 4032040515 dressées par le comptable public pour le budget principal :

N° de liste 3894310215

Exercice 2017

N° Titre	Montant	Motif de la présentation en non-valeur
R-73-37	54,00 €	Poursuite sans effet
R-7-26	68,40 €	Poursuite sans effet
R-4-32	54,00 €	Poursuite sans effet
R-10-27	54,00 €	Poursuite sans effet
R-2-33	57,60 €	Poursuite sans effet
R-77-35	68,40 €	Poursuite sans effet
TOTAL	356,40 €	

Exercice 2018

N° Titre	Montant	Motif de la présentation en non-valeur
R-19-6	51,80 €	Poursuite sans effet
R-23-6	55,50 €	Poursuite sans effet
R-25-5	3,70 €	Poursuite sans effet
R-13-30	61,20 €	Poursuite sans effet
R-16-30	62,90 €	Poursuite sans effet
TOTAL	235,10 €	

N° de liste 4032040515

Exercice 2017

N° Titre	Montant	Motif de la présentation en non-valeur
R-4-20	14,40 €	PV carence
R-7-16	28,80 €	PV carence
R-70-17	10,80 €	PV carence
R-10-17	46,80 €	PV carence
R-73-21	14,40 €	PV carence
R-77-20	21,60 €	PV carence
R-2-23	21,60 €	PV carence
R-61-17	7,00 €	PV carence
R-67-19	7,60 €	PV carence
R-64-17	7,00 €	PV carence
TOTAL	180,00 €	

Exercice 2018

N° Titre	Montant	Motif de la présentation en non-valeur
R-16-18	22,20 €	PV carence
R-28-21	37,00 €	PV carence
R-25-17	25,50 €	PV carence
TOTAL	84,70 €	

2019086	Modification des statuts du SMICO
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune de Juvigny val d'Andaine est membre du Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités.

Monsieur le Maire fait savoir ensuite au Conseil Municipal que Monsieur Thierry AUBIN Président du SMICO a présenté à l'assemblée du 22 Juin 2019, le Règlement Général pour la Protection des Données 2016/679 dit « RGPD » entré en

vigueur le 25 mai 2018. Il apporte de nombreuses modifications en matière de sécurité des données à caractère personnel et rend obligatoire leur application. En effet, le non-respect de ces nouvelles obligations entraîne des sanctions lourdes (amendes administratives pouvant aller jusqu'à 20 000 000€), conformément aux articles 83 et 84 du RGPD.

Au regard du volume important de ces nouvelles obligations légales imposées et de l'inadéquation potentielle entre les moyens dont la collectivité dispose et lesdites obligations de mise en conformité, la mutualisation de cette mission avec le SMICO présente un intérêt certain.

Le SMICO a accepté de mutualiser son expertise et ses moyens tant en personnel qu'en solution informatique au bénéfice des collectivités et établissements publics qui en éprouveraient le besoin.

Le SMICO propose, en conséquence, la mise à disposition de son Délégué à la Protection des Données. La désignation de cet acteur de la protection des données constitue une obligation légale pour toute entité publique.

Monsieur Thierry AUBIN Président du SMICO a fait savoir aux membres du comité syndical que les collectivités ci-dessous ont décidé d'adhérer au SMICO, pour s'inscrire dans cette démarche :

- . communes de Colombelles, Argences, Le Fresne Camilly, Ifs, La Ferriere Bechet, Neauphe sous Essai, Saint Quentin de Blavou, Saint Aubin sur Mer,
- . communauté de communes Cœur de Nacre et Argentan Intercom

Lors de cette réunion du 22 juin 2019, le comité syndical du SMICO a donné son accord pour les adhésions souhaitées.

Monsieur le Maire indique ensuite qu'en application des articles L.5211-18 et L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu que le Conseil Municipal émette un avis sur les adhésions et retraits sollicités. A défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de la notification par le Président du SMICO, l'avis de la commune est réputé favorable pour les adhésions et défavorable pour les retraits.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à bien vouloir en délibérer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 43 voix Pour :

Emet un avis favorable :

- A l'adhésion des Collectivités suivantes :

- . communes de Colombelles, Argences, Le Fresne Camilly, Ifs, La Ferriere Bechet, Neauphe sous Essai, Saint Quentin de Blavou, Saint Aubin sur Mer,
- . communauté de communes Cœur de Nacre et Argentan Intercom

- charge Monsieur le Maire de communiquer la présente délibération tant à Monsieur le président du SMICO qu'à Madame la Préfète de l'Orne,

- charge enfin Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches, de signer toutes pièces relatives à la conduite à bonne fin de la présente délibération.

2019087	Modification des statuts du SMICO
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune de Juvigny Val d'Andaine est membre du Syndicat Mixte pour l'Informatisation des Collectivités. Monsieur le Maire fait savoir ensuite au Conseil Municipal que les collectivités suivantes ont sollicité leur retrait du SMICO :

APPENAI SOUS BELLEME, BAROU EN AUGÉ, CIRAL, LA FERTE MACE (pour la partie du territoire d'Antoigny), LA FERTE EN OUCHE (pour la partie du territoire des communes de Anceins, Couvains, Heugon, La Ferté Fresnel, Saint Nicolas des Laitiers et Villers en Ouche), LA FRESNAIE FAYEL, GOUFFERN EN AUGÉ (pour la partie du territoire de la commune d'Aubry en Exmes, Chambois, La Cochère, Fel, Omméel, Silly en Gouffern et Urou et Crennes), LIVAROT PAYS D'AUGÉ (pour la partie du territoire de Fervaques), LES MONTS D'AUNAY (pour la partie du territoire de Campandré Valcongrain), MORTREE, RESENIEU, SAINT MARTIN DU VIEUX BELLEME SAP ANDRE, TINCHEBRAY BOCAGE (pour la partie du territoire de la commune de Frênes), TOUROUVRE AU PERCHE (pour la partie du territoire de la commune de Randonnai), VILLIERS SOUS MORTAGNE, SIAEP DE GACE.

Lors de la réunion du 22 juin 2019, le comité syndical du SMICO a donné son accord pour les retraits souhaités, sans condition financière particulière.

Monsieur le Maire indique ensuite qu'en application des articles L.5211-18 et L.5211-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, il y a lieu que le Conseil Municipal émette un avis sur les retraits sollicités. A défaut de délibération dans un délai de trois mois à compter de la notification par le Président du SMICO, l'avis de la commune est réputé défavorable pour ces retraits.

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à bien vouloir en délibérer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 43 voix Pour :

- émet un avis favorable à l'adhésion des collectivités suivantes :

APPENAI SOUS BELLEME, BAROU EN AUGÉ, CIRAL, LA FERTE MACE (pour la partie du territoire d'Antoigny), LA FERTE EN OUCHE (pour la partie du territoire des communes de Anceins, Couvains, Heugon, La Ferté Fresnel, Saint Nicolas des Laitiers et Villers en Ouche), LA FRESNAIE FAYEL, GOUFFERN EN AUGÉ (pour la partie du territoire de la commune d'Aubry en Exmes, Chambois, La Cochère, Fel, Omméel, Silly en Gouffern et Urou et Crennes), LIVAROT PAYS D'AUGÉ (pour la partie du territoire de Fervaques), LES MONTS D'AUNAY (pour la partie du territoire de Campandré Valcongrain), MORTREE, RESENIEU, SAINT MARTIN DU VIEUX BELLEME SAP ANDRE, TINCHEBRAY BOCAGE (pour la partie du territoire de la commune de Frênes), TOUROUVRE AU PERCHE (pour la partie du territoire de la commune de Randonnai), VILLIERS SOUS MORTAGNE, SIAEP DE GACE,

- charge Monsieur le Maire de communiquer la présente délibération tant à Monsieur le président du SMICO qu'à Madame la Préfète de l'Orne,

- charge enfin Monsieur le Maire d'effectuer toutes démarches, de signer toutes pièces relatives à la conduite à bonne fin de la présente délibération.

2019088

Aliénation d'un chemin rural au lieudit « Le Bas-Lioux » sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué de Juvigny sous Andaine, informe l'assemblée que son conseil communal a accepté de vendre un ancien chemin rural au lieudit « Le Bas-Lioux » qui n'est plus affecté à l'usage du public qui n'a pas lieu de l'utiliser. Cette voie de 414 m² environ constitue aujourd'hui une charge pour la collectivité.

L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ce bien du domaine privé de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le conseil municipal par 43 voix Pour décide :

- de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural au lieudit « Le Bas-Lioux », en application de l'article L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime et du code des relations entre le public et l'administration,
- de fixer le prix de vente à 0,50 €, le m²,
- que les frais engagés seront intégralement supportés par le ou les acquéreurs (notaire et géomètre),
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

2019089	Rapport 2018 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets
----------------	---

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil municipal le rapport annuel 2018 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Il demande aux membres présents de bien vouloir en prendre connaissance et de délibérer sur ce rapport.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, prend acte du rapport annuel 2018 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de la communauté de communes du Pays d'Andaine.

2019090	Tarifs de la salle du 3ème âge de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, rappelle au conseil municipal que la commune déléguée de Sept Forges a fixé le tarif de location de la salle des anciens à 30,00 € par jour (délibération 2018080 du 5 juin 2018). Or, ce local étant loué par une coiffeuse qui ne l'occupe qu'une demi-journée, Madame SERAIS propose d'appliquer les nouveaux tarifs suivants et demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer :

- 1 journée : 30,00 €
- 1 demi-journée : 15,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 43 voix Pour, accepte les nouveaux tarifs proposés et demande que ceux-ci soient applicables à compter de ce jour.

2019091	Décision modificative
----------------	------------------------------

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il est nécessaire d'apporter des modifications au budget primitif du budget principal afin de mandater les dépenses afférentes :

- aux écritures d'intégration des travaux de la boulangerie,
- aux admissions en non-valeurs,
- aux travaux du cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2019042 en date du 9 avril 2019 approuvant le budget primitif 2019 du budget principal,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- adopte la décision modificative n° 1 de l'exercice budgétaire 2019 pour le budget principal telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,
- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 041 – Opérations patrimoniales		Chap. 041 – Opérations patrimoniales	
Art.2132/700 – Immeubles de rapport	- 102 343,00	Art. 45811/700 – Opérations sous mandat dépenses	- 102 343,00
Art. 45821/700 – Opérations sous mandat dép.	- 53 951,00	Art. 1321/700 – Etat et établissement national	- 35 665,00
		Art. 1328/700 - Autres	- 18 286,00
Chap.21 – Immobilisations corporelles		Chap. 4582 – Opérations d'invest. sous mandat	
Art. 2132/700 – Immeubles de rapport	48 391,62	Art. 45821/700 – Opérations sous mandats recettes	48 391,62
Chap. 1004 – Cimetière La Baroche		Chap. 021 – Virement à la sect° de fonction.	
Art. 2116/100 – Cimetière	6 000,00	Art. 021/999 – Virement de la sect° de fonction.	6 000,00
TOTAL	- 101 902,38		- 101 902,38

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 65 Autres charges de gestion courante		Chap. 013 – Atténuation de charges	
		Art. 6419/999 – Remb. sur rémunération personnel	1 646,00
Art. 6542/700 – Créances éteintes	1 259,00	Art. 6459/999 – Remb. sur charges de SS	3 013,00
Chap. 011 – Charges à caractère général		Chap. 77 – Produits exceptionnels	
Art. 6188/999 – Autres frais divers	1 840,00	Art. 7788/999 – Prod exceptionnels divers	4 440,00
Chap. 023 – Virement à la section d'investissement			
Art. 023/999 – Virement à la sect° d'invest	6 000,00		
TOTAL	9 099,00	TOTAL	9 099,00

2019092	Entretien de l'église de Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, informe le conseil municipal que des travaux d'entretien doivent être effectués sur le clocher de l'église Saint Aignan de Sept Forges. Pour cela, elle a sollicité 3 entreprises :

SAS GAUTIER BOULEY : 3 256,80 € TTC

SARL BOULAND : 6 203,28 € TTC

SARL FDL : 3 609,60 € TTC

Le conseil communal de Sept Forges propose de retenir l'entreprise SAS GAUTIER BOULEY.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, décide de retenir la société GAUTIER BOULEY et donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Madame le Maire délégué de Sept Forges de signer les pièces et actes relatifs à ces travaux.

2019093	Location d'un logement communal pour une permanence d'infirmière à Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, informe le conseil municipal qu'une infirmière propose d'effectuer une permanence trois matinées par semaine à Sept Forges. Afin de l'accueillir dans de bonnes conditions, Madame SERAIS propose de louer un logement communal dans lequel il conviendra de refaire les peintures. L'infirmière propose de réaliser les travaux nécessaires moyennant une gratuité de loyer pendant 2 mois.

Le conseil communal de Sept Forges a accepté cette proposition et a décidé de fixer le montant du loyer à 100,00 € par mois.

Madame SERAIS demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur cette location qui prendrait effet au 9 octobre 2019.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- accepte de louer le logement communal sis 9, route de Domfront, commune déléguée de Sept Forges à compter du 9 octobre 2019,
- fixe le montant mensuel du loyer à 100,00 €,
- accepte la gratuité du logement pendant une période de 2 mois, soit du 9 octobre 2019 au 9 décembre 2019 inclus, en contre partie des travaux de peinture effectués par la locataire,
- charge Monsieur le Maire ou Madame le Maire délégué de Sept Forges d'établir le bail professionnel en ce sens.

2019094	Tavaux d'aménagement d'une douche dans un logement communal de Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué de Sept Forges, informe le conseil municipal que la salle de bains du logement communal situé 10, route de Céaucé doit être modifiée afin de la rendre accessible à un locataire. Il s'agit de supprimer la baignoire et de la remplacer par une douche adaptée. La société LEBERT a estimé ces travaux à 2 734,60 € TTC. Elle demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- accepte d'effectuer les travaux nécessaires pour l'accessibilité de la salle de bains,
- accepte le devis de la société LEBERT d'un montant de 2 734,60 € TTC,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame le Maire de Sept Forges pour signer tout document relatif à la présente délibération.

2019095	Aménagement de deux logements dans le presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : avenant n° 2 au lot n° 5 (plomberie PEC)
----------------	---

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
VU le code de la commande publique,
VU le marché conclu avec l'entreprise adjudicataire du lot considéré en application de la délibération du Conseil Municipal du 11 octobre 2018 portant le n° 2018096 relative à l'approbation de l'opération de travaux d'aménagement de 2 logements dans le presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 (restes à réaliser),

Après en avoir délibéré par 43 voix Pour, décide :
- de conclure l'avenant ci-après détaillé avec l'entreprise suivante dans le cadre des travaux relatifs à l'opération susmentionnée : lot n° 5 (plomberie PEC),
attributaire : BABIN ENTREPRISE – Rue John Audubon - 53110 Lassay les Châteaux
marché initial du 29 octobre 2018 d'un montant de 8 835,13 € HT soit 10 941,54 € TTC
avenant n° 1 : 158,08 € HT soit 173,89 € TTC
avenant n° 2 : 224,96 € HT soit 247,46 € TTC
nouveau montant du marché : 10 329,89 HT soit 11 362,88 € TTC
objet :
. branchement arrivée d'eau du logement du haut existant pour intervention du maçon et pose de 2 sous-compteurs sur les logements du bas,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint à signer l'avenant considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

2019096	Loyer des nouveaux logements du presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le conseil communal de La Baroche sous Lucé propose de fixer le montant du loyer des deux nouveaux logements du presbytère à compter du 1er novembre 2019 :

T 2 de 47,78 m² : 240,00 € par mois

Studio de 34,51 m² : 170,00 € par mois

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, accepte les montants de loyer proposés.

2019097	Travaux dans le logement à l'étage du presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le conseil communal de La Baroche sous Lucé a souhaité réaliser des travaux dans le logement à l'étage du presbytère :

- . remplacement de 8 radiateurs,
- . création d'une douche en lieu et place d'une baignoire,
- . modification du tableau électrique.

Plusieurs entreprises ont été contactées pour établir un devis (SN EJS, Etablissements GERAULT, SARL Carrelages Flérien). Il est proposé de retenir les entreprises suivantes :

Etablissements GERAULT	: 7 083,75 € TTC (radiateurs, électricité, douche)
SARL Carrelages Flérien	: 950,95 € TTC (placo et faïence)
Coût total des travaux	: 8 034,70 € TTC

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- accepte de réaliser les travaux désignés ci-dessus dans le logement à l'étage du presbytère,
- accepte de retenir les entreprises suivantes :

Etablissements GERAULT	: 7 083,75 € TTC (radiateurs, électricité, douche)
SARL Carrelages Flérien	: 950,95 € TTC (placo et faïence)
Coût total des travaux	: 8 034,70 € TTC
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de La Baroche sous Lucé pour signer tout document relatif à la présente délibération.

2019098	Réfection de la façade des caves des logements de la cantine de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	--

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le conseil communal de La Baroche sous Lucé a souhaité réaliser des travaux de réfection de la façade des caves des logements de la cantine.

L'entreprise MORIN Thierry a estimé ces travaux à 3 599,44 € TTC pour deux façades :

Côté église :

- . Rebouchage en aggro creux des 3 portes des toilettes
- . Appuis de fenêtre
- . Dégrossi sur l'agglo
- . Enduit monocouche finition gratté

Côté rue :

- . Piquetage de l'enduit
- . Dégrossi à la chaux
- . Appuis de fenêtre
- . Seuil ciment
- . Enduit monocouche finition gratté

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- accepte d'effectuer les travaux de réfection de façade des caves des logements de la cantine,
- accepte de retenir le devis de l'entreprise MORIN au prix de 3 599,44 € TTC,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de La Baroche sous Lucé pour signer tout document relatif à la présente délibération.

2019099	Bornage des chemins privés à intégrer dans le domaine public
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal qu'il a été décidé d'intégrer les chemins privés revêtus et entretenus par la collectivité dans le domaine public (délibération du 11 octobre 2018). Tous les propriétaires concernés ont été contactés et ceux-ci ont répondu pour la plupart favorablement à cette intégration. Il convient maintenant d'effectuer le bornage de ces 24 voies. Trois géomètres ont été contactés à cet effet :

Cabinet Dominique BELLANGER: 24 998, 40 € TTC

Géomat : 24 480,00 € TTC

SARL ZUBER Patrick : 15 852,00 € TTC

Contrairement à ses concurrents, Monsieur ZUBER ne pose aucune borne ; il réalise la délimitation du chemin, le plan de division et le document d'arpentage en fonction de la situation sur le terrain et réalise un géoréférencement, ce qui explique la différence de prix. Il pratique ainsi depuis plusieurs années dans le département de la Mayenne et il n'a jamais rencontré de problèmes avec ce mode de fonctionnement fiable.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- décide de réaliser le bornage des chemins privés à intégrer dans le domaine public,
- accepte la proposition financière de la SARL ZUBER Patrick,
- dit que ce bornage sera effectué sur l'exercice 2020, les crédits nécessaires n'ayant pas été inscrits au budget 2019,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes relatifs au présent bornage.

2019100	Adhésion au SMAEP de la région de Domfront des communes de Champsecret et de Saint Bômer les Forges
----------------	--

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT),

VU les statuts du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Domfront,

VU la délibération en date du 6 septembre 2019 du SMAEP de la Région de Domfront acceptant que les communes de Champsecret et Saint-Bômer les Forges adhèrent à compter du 1^{er} janvier 2020 au SMAEP de la Région de Domfront,

VU le courrier de Monsieur le Président du SMAEP de la Région de Domfront sollicitant l'avis des collectivités et autres structures intercommunales membres du SMAEP de la Région de Domfront sur ces demandes d'adhésion,

Considérant que les collectivités intercommunales membres du SMAEP de la Région de Domfront doivent délibérer pour accepter l'adhésion des communes de Champsecret et Saint-Bômer les Forges au SMAEP de la Région de Domfront,
Il est proposé au conseil municipal d'émettre un avis à la demande d'adhésion des communes de Champsecret et Saint-Bômer les Forges au SMAEP de la Région de Domfront.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :
- émet un avis favorable à la demande d'adhésion des communes de Champsecret et Saint-Bômer les Forges au SMAEP de la Région de Domfront,
- charge Monsieur le Maire d'en informer Madame la Préfète de l'Orne et Monsieur le Président du SMAEP.

2019101	Approbation des nouveaux statuts du SMAEP de la région de Domfront
----------------	---

VU le code général des collectivités territoriales (CGCT),
VU les statuts du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Domfront,
VU la délibération en date du 6 septembre 2019 du SMAEP de la Région de Domfront acceptant que les communes de Champsecret et Saint-Bômer les Forges adhèrent à compter du 1^{er} janvier 2020 au SMAEP de la Région de Domfront,
VU le courrier de Monsieur le Président du SMAEP de la Région de Domfront sollicitant l'avis des collectivités et autres structures intercommunales membres du SMAEP de la Région de Domfront sur ces demandes d'adhésion,
Considérant que les collectivités intercommunales membres du SMAEP de la Région de Domfront doivent délibérer pour accepter l'adhésion des communes de Champsecret et Saint-Bômer les Forges au SMAEP de la Région de Domfront,
Il est proposé au conseil municipal d'adopter les nouveaux statuts du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Domfront.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :
- adopte les nouveaux statuts du SMAEP de la Région de Domfront annexés à la présente délibération,
- charge Monsieur le Maire d'en informer Madame la Préfète de l'Orne et Monsieur le Président du SMAEP.

SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE DOMFRONT



STATUTS

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : COMPOSITION

En application des dispositions des articles L 5711-1 et suivants et L 5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et plus particulièrement des articles L 5212-16 et 17, Il est créé un syndicat mixte fermé dénommé « Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Domfront ».

Le syndicat regroupe des communes et des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Toutefois cette liste pourra être mise à jour en fonction des adhésions ultérieures. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, ces adhésions ultérieures feront l'objet d'une modification statutaire. Le périmètre du syndicat est composé des collectivités suivantes :

- La communauté de communes Domfront-Tinchebray Interco (en représentation substitution des communes d'Avrilly, Champsecret, Domfront en Poiraise, Lonlay l'Abbaye, Saint Bômer les Forges, Saint Brice en Passais, Saint Gilles des Marais)
- La commune de Juvigny Val d'Andaine
- La commune de Perrou

Ce syndicat prend la dénomination de « SYNDICAT MIXTE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE DOMFRONT » (SMAEP de la Région de Domfront).

ARTICLE 2 : OBJET ET COMPETENCES DU SYNDICAT

Le syndicat a pour objet et compétences l'alimentation en eau potable au lieu et place des communes citées à l'article 1.

Le syndicat peut ainsi procéder ou faire procéder à toutes les actions relevant de l'exercice de ses compétences, et notamment :

- Exercer toutes les prérogatives de maître d'ouvrage des équipements et installations d'eau potable dont il a la gestion soit parce qu'il en est propriétaire soit au titre d'une mise à disposition,

- Assurer le bon fonctionnement, la gestion et l'entretien de l'ensemble des installations dont il est propriétaire et ou pour lesquelles il bénéficie d'une mise à disposition,
- Réaliser ou faire réaliser tous les travaux destinés à garantir la qualité de l'eau, dans le respect des normes de potabilisation en vigueur,
- Vendre le cas échéant, de l'eau potable en gros à des tiers non membres si des quantités restent disponibles au-delà de celles fournies aux collectivités membres du syndicat,
- Procéder aux acquisitions foncières nécessaires,
- Réaliser le cas échéant, l'extension des équipements existants ou la construction de nouveaux équipements nécessaires à la satisfaction des besoins.

ARTICLE 3 : SIEGE DU SYNDICAT

Le siège du « Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Domfront » est fixé à la Mairie de Domfront en Poiraie – Place de la Roirie – 61700 DOMFRONT EN POIRAIE.

ARTICLE 4 : DURÉE DU SYNDICAT

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

TITRE II – ADMINISTRATION DU SYNDICAT MIXTE

ARTICLE 5 : PRINCIPE

Le syndicat est administré par un Comité Syndical composé de délégués élus par les organes délibérants des collectivités membres, selon les dispositions de l'article L 5711-1 du CGCT.

Conformément à l'article L 5711-3 du CGCT, lorsqu'en application des articles L 5214-21, L 5215-22 et L 5216-7 du CGCT, un établissement public de coopération intercommunales se substitue à tout ou partie de ses communes membres au sein du syndicat, cet établissement est représenté par un nombre de délégués égal au nombre de délégués dont disposaient les communes avant la substitution.

En application des articles du CGCT visés à l'article 1 des présents statuts les délégués sont au nombre de 16 selon le tableau joint.

Par ailleurs, chaque collectivité membre désigne un délégué suppléant pour chacun de ses titulaires.

Chaque délégué du Comité Syndical dispose d'une voix.

Le Comité Syndical peut déléguer une partie de ses attributions au bureau du Syndicat dans les conditions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Comité Syndical peut former, pour l'exercice de ses compétences, des commissions chargées d'études et de préparer ses décisions.

L'ensemble des délégués composant le Comité Syndical (réuni en formation plénière) délibère pour les décisions relevant de l'administration générale du Syndicat notamment :

- L'élection du Président et des Vice-Présidents
- La désignation du Bureau du Syndicat
- Toutes modifications de statuts
- L'adhésion de nouveaux membres
- Le vote du budget primitif, des décisions modificatives, du budget supplémentaire, du compte administratif et du compte de gestion.

ARTICLE 6 : LE BUREAU

Le bureau est composé du Président, des Vice-Présidents élus par le Comité Syndical. Le nombre de Vice-Présidents est fixé par délibération du Comité Syndical.

Le Président et les Vice-Présidents sont membres du bureau. La représentativité de chacune des collectivités au sein du bureau devra être proportionnelle au nombre de sièges de chacune de ces collectivités au sein du Comité Syndical. Les attributions du bureau sont fixées par délibération du Comité Syndical sous réserves des dispositions de l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 7 : REGLES DE FONCTIONNEMENT DU SYNDICAT

La durée des fonctions des délégués du Comité Syndical est celles des fonctions qu'ils détiennent au sein de la Collectivité qu'ils représentent.

Dans l'intervalle, la collectivité concernée procède à la désignation de ses nouveaux délégués pour remplacer des membres démissionnaires, ou ceux dont le mandat au nom duquel ils participent au Comité Syndical est venu à échéance ou n'a pas été renouvelé.

Le Comité Syndical établit et approuve un règlement intérieur destiné à préciser les détails d'application des présents statuts.

Le Comité Syndical pourra le modifier selon les nécessités.

Les règles et dispositions non prévues aux statuts et au règlement intérieur précité, sont celles du Code Général des Collectivités Territoriales, en particulier celles des articles L 5711-1, L 5211 et suivants et L 5212 et suivants.

TITRE III – RESSOURCES – CONTRIBUTIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

ARTICLE 8 : RESSOURCES DU SYNDICAT

Le syndicat assure un service public industriel et commercial. En conséquence, conformément aux articles L 2224-1 et L 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le financement du service (dépenses de fonctionnement et d'investissement) est assuré, sauf circonstances particulières et investissement conséquents, par le produit de la vente des mètres cubes d'eau par le Syndicat à ses usagers et le cas échéant, aux tiers non membres.

Le prix de l'eau et des prestations connexes sont fixés annuellement par délibération du Comité Syndical.

Par ailleurs, dans les cas et conditions limitativement prévus par les dispositions de l'article L 2224-2 du CGCT, les collectivités membres du syndicat pourront verser une participation financière au syndicat.

Le syndicat bénéficie des ressources financières prévues à l'article L 5212-19 du CGCT à savoir :

- Les éventuelles contributions de ses membres selon les modalités prévues ci-dessus,
- Le revenu des biens, meubles ou immeubles du syndicat
- Les subventions de l'Europe, de l'Etat et des collectivités territoriales et autres organismes publics,
- Les produits des dons et legs
- Les produits des emprunts
- Les revenus du patrimoine,
- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- Les sommes reçues des membres non adhérents et de tiers en paiement d'une prestation.

ARTICLE 9 : COMPTABLE DU SYNDICAT

Les fonctions de comptable sont exercées par un comptable du Trésor.

TITRE IV – REGLEMENT INTERIEUR – DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS DES STATUTS

Toutes modifications de statuts, décision d'adhésion et de retrait du syndicat doivent être approuvée au préalable par délibération du Comité Syndical à la majorité simple des suffrages exprimés. Les communes et structures intercommunales membres seront sollicitées pour donner leur avis.

ARTICLE 11 : REPARTITION DES SIEGES

Au-delà de l'application du Code général des Collectivités Territoriales, les collectivités membres conviennent que lors d'un renouvellement de mandat et s'il constate des évolutions significatives, le Comité Syndical peut procéder à l'actualisation du calcul de la représentation et de la répartition des sièges, sur la base des critères et des modalités fixés aux présents statuts. Il peut alors décider d'engager les modifications qui s'imposeraient, conformément aux présents statuts et au Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 12 : DISSOLUTION

Le syndicat peut être dissout dans les conditions prévues aux articles L 5212-33 et suivants du CGCT.

ARTICLE 13 : PUBLICITÉ

Les présents statuts seront annexés aux délibérations des collectivités adhérentes décidant de la création du syndicat.

Fait à Domfront en Poiraise, le 06 septembre 2019



Le Président,
Robert LOQUET,

ANNEXE 1 – DETERMINATION DE LA REPRÉSENTATION DES COLLECTIVITES MEMBRES

Collectivités membres	Délégué par collectivité membre	Représentation au sein du Comité Syndical
CDC Domfront-Tinchebray Interco	8	8
Juvigny Val d'Andaine	4	4
Perrou	4	4
TOTAL		16

2019102	Nomination de nouveaux membres au sein du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la région de Domfront (SMAEP)
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de nommer deux membres titulaires supplémentaires au sein du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la région de Domfront (SMAEP) suite aux modifications des statuts dudit syndicat. Pour mémoire, Messieurs Robert LOCQUET et Daniel POUSSIER sont actuellement les deux représentants de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :
- accepte les candidatures de Messieurs Jean-Marie DUMESNIL et Bernard MOREAU,

- dit que les membres représentant la commune au sein du SMAEP sont :
 - . Robert LOCQUET
 - . Daniel POUSSIER
 - . Jean-Marie DUMESNIL
 - . Bernard MOREAU
- charge Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération à Madame la Préfète de l'Orne ainsi qu'à Monsieur le Président du SMAEP.

2019103	Acquisition d'un photocopieur pour la mairie déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le photocopieur de la mairie de Juvigny sous Andaine est hors service et qu'il convient par conséquent de le remplacer. Deux sociétés ont été contactées pour proposer un nouveau matériel :

	KODEN	IBC Dialog
Marque	SHARP MX-3051	KYOCERA TASKALFA 3253
Copies/minute	30	32
Disque dur	250 GO	SSD 32 GO
Prix	3 948,00 € TTC	2 862,00 € TTC
Coût copie	N & B : 0,0042 € TTC Couleur : 0,042 € TTC	N & B : 0,0036 € TTC Couleur : 0,031 € TTC

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :
- accepte de faire l'acquisition d'un photocopieur pour la mairie de Juvigny sous Andaine,
 - décide de retenir la société IBC Dialog pour un matériel de marque KYOCERA TASKALFA 3253 au prix de 2 862,00 € TTC,
 - accepte le coût par copie proposé,
 - dit que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2019,
 - donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour tout document concernant la présente délibération.

2019104	Changement de la citerne de fioul dans la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais
----------------	--

Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué, informe le conseil municipal qu'il convient de changer la citerne à fuel en métal de la salle communale de Beaulandais. En effet, celle-ci est très ancienne et contient un dépôt important dans le fond. Il serait préférable de la changer contre une citerne en matière plastique. D'autre part, l'installation du chauffage de la salle est mal conçue et nécessite une modification de la tuyauterie en sous-sol et l'installation d'une régulation. Le coût de ces travaux est estimé à 3 858,16 € TTC par l'entreprise GAUTIER Patrick.

Monsieur LEROUX demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- accepte de réaliser les travaux décrits ci-dessus dans la salle communale de Beaulandais,
- accepte le devis de l'entreprise GAUTIER Patrick de 3 858,16 € TTC,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Beaulandais pour signer tout document relatif à la présente délibération.

2019105	Chats errants dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le problème récurrent des chats errants dans le centre de Juvigny sous Andaine. Une habitante a fait part de la situation à Madame la Préfète et cette dernière a demandé à la commune de régler cette affaire par une campagne de stérilisation.

Diverses associations ont été contactées à ce sujet et en particulier celle de Brigitte Bardot. Cet organisme peut délivrer une dizaine de bons de 60,00 € pour les mâles et de 90,00 € pour les femelles à donner aux vétérinaires chargés des castrations et des ovariectomies. Les deux cabinets vétérinaires de Domfront ont été contactés afin de connaître le coût des opérations :

. Clinique vétérinaire Vetformance :

Castration + tatouage chat : 55,00 € TTC

Ovariectomie + tatouage : 80,00 € TTC

. Clinique vétérinaire du Mont Margantin :

Castration + puce élec. : 90,00 € TTC

Ovariectomie + puce élec. : 139,50 € TTC

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur cette campagne de stérilisation des chats errants.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix pour :

- accepte de lancer une campagne de stérilisation des chats errants sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine,
- accepte de faire appel à l'association Brigitte Bardot,
- décide de retenir la clinique vétérinaire Vetformance pour réaliser les castrations et ovariectomies,
- demande que les femelles soient stérilisées en priorité,
- demande de se limiter au nombre de bons délivrés afin de ne pas créer de dépenses supplémentaires,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour mener à bien cette campagne et lui donne tout pouvoir signer tout document relatif à la présente délibération.

2019106	Participation à la destruction des nids de frelons asiatiques
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Conseil Départemental de l'Orne vient en aide auprès des particuliers pour la destruction des nids de frelons asiatiques à hauteur d'un tiers du coût de l'opération (plafonné à 50,00 €). Un tiers reste à la charge du demandeur, et le tiers restant devait être pris en charge par la communauté de communes Andaine-Passais. Or cette dernière n'est pas compétente pour intervenir dans une participation financière de ce type, la charge incomberait aux communes.

De ce fait, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de se prononcer sur l'attribution d'une aide auprès des particuliers pour la destruction des nids de frelons asiatiques.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix pour, accepte que la commune de Juvigny Val d'Andaine attribue (sur présentation d'une facture acquittée) une aide financière aux particuliers à hauteur d'un tiers du coût de l'opération de destruction d'un nid de frelons asiatiques (plafonné à 50,00 €).

2019107	Achat d'un portail pour le cimetière de la commune déléguée de Loré
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune déléguée de Loré souhaite faire l'acquisition d'un portail pour la nouvelle entrée du cimetière. Trois entreprises ont été sollicitées :

- . Clôtures Fermetures d'Andaine : 1 724,83 € TTC
- . EURL ARTPROMETAL : 1 871,04 € TTC
- . NORMOUTILS : 1 780,00 € TTC

Le conseil communal de Loré a décidé de retenir le devis de l'entreprise Clôtures Fermetures d'Andaine.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

- Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :
- accepte de faire l'acquisition d'un portail pour le cimetière communal de Loré,
 - accepte de retenir le devis de la société Clôtures Fermetures d'Andaine de 1 724,83 € TTC,
 - donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer toute pièce relative à la présente délibération.

2019108	Convention entre l'EPIC Bagnoles de l'Orne Tourisme et la commune de Juvigny Val d'Andaine
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que Bagnoles de l'Orne Tourisme a lancé la première station trail de Normandie. Les circuits de course à pied sur chemin emprunteront principalement les sentiers de la forêt domaniale. Toutefois, certains tronçons de ces parcours passeront sur le territoire communal et plus particulièrement sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine. L'EPIC Bagnoles de l'Orne Tourisme propose la signature d'une convention avec la commune de Juvigny Val d'Andaine afin de réglementer l'utilisation des chemins concernés. Dans cet acte, la commune :

- s'engage à laisser gracieusement le libre accès aux chemins aux fins exclusives de déplacement pédestre (trail et randonnée) pour tous les jours de l'année,
- autorise Bagnoles de l'Orne Tourisme ou tout organisme mandaté par lui, à exécuter les travaux nécessaires pour rendre les chemins conformes à sa destination (balisage, débroussaillage) en en assurer les travaux d'entretien.

En contrepartie, Bagnoles de l'Orne Tourisme s'engage :

A veiller à la bonne praticabilité, la bonne visibilité et la propreté des chemins (sauf événements que ne seraient pas liés à la randonnée ou au trail, de type : dégâts de

tempête, dégâts d'exploitation forestière, agricole et de débardage) par des travaux annuels d'entretien, sans qu'il puisse être demandé au propriétaire quelque participation que ce soit,

À ce que le déroulement des dits travaux ne cause aucun préjudice au propriétaire,
A faire figurer la mention suivante sur les supports de présentation du circuit :
« Passage sur la commune de Juvigny Val d'Andaine avec l'aimable autorisation du propriétaire ».

La convention est consentie pour une durée illimitée.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur ce projet de convention et en cas d'avis favorable de l'autoriser à signer un tel acte.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, autorise Monsieur le Maire à signer la convention entre l'EPIC Bagnoles de l'Orne Tourisme et la commune de Juvigny Val d'Andaine.

2019109	Aménagement de sanitaires dans la boulangerie de Juvigny sous Andaine
----------------	--

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué, informe le conseil municipal que des travaux d'aménagement de sanitaires vont être aménagés dans les locaux de la boulangerie de Juvigny sous Andaine. Ce local, obligatoire pour l'accueil des salariés, sera créé sur une terrasse existante de 13 m² et comprendra une salle de douche, des toilettes et une partie vestiaire. Les entreprises suivantes ont été contactées pour la réalisation de ces travaux :

Les Toits de la Mine (couverture et bardage)	: 7 023,48 € TTC
Gilles LEVEQUE (menuiserie)	: 472,80 € TTC
Electricité d'Andaine	: 1 922,20 € TTC
SARL SAM C (plomberie)	: 3 363,11 € TTC

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur ces travaux et rappelle que ceux-ci ont été inscrits au budget primitif.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour :

- accepte la réalisation des travaux désignés ci-dessus,
- accepte les devis présentés,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine de signer toute pièce relative à la présente délibération.

2019110	Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
----------------	--

L'application de la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) a entraîné la création d'une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) entre les communes et la communauté de communes.

Vu l'article 1609 nonies C du Code des Impôts, il appartient à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de produire un rapport sur les charges transférées liées aux transferts de compétences au sein du bloc communal. Ce rapport présente les coûts de dépenses de fonctionnement, ainsi que le coût moyen

annualisé des dépenses liées à un équipement, afin de déterminer les attributions de compensation.

Le rôle de cette commission est de valoriser financièrement les transferts de compétences afin d'en tenir compte dans le calcul de l'attribution de compensation, l'objectif recherché étant une neutralité financière et budgétaire des transferts et/ou restitutions de compétences.

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2019-01-01 du 31 janvier 2019 approuvant le montant des attributions de compensation provisoires,

Vu le rapport de la CLECT présentant les montants définitifs des transferts de charges permettant de déterminer le montant des attributions de compensation qui en découlent, les communes doivent délibérer dans les conditions de majorité qualifiées prévues à l'article L 5211-5 du code général des collectivités territoriales pour approuver ce rapport.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal d'approuver le rapport de la CLECT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 43 voix Pour, approuve le rapport de la Commission Locale des Charges Transférées du 24 septembre 2019.

Numéro d'ordre des délibérations

Date	Numéro	Objet	Page
07/10/2019	2019079	Réglementation des rétrocessions de concessions funéraires	62
07/10/2019	2019080	Demande de rétrocession de concession funéraire perpétuelle dans le cimetière de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	62
07/10/2019	2019081	Demande de rétrocession de concession funéraire perpétuelle dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	63
07/10/2019	2019082	Demande de rétrocession d'une concession funéraire cinquantenaire dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	64
07/10/2019	2019083	Demande de rétrocession d'une concession funéraire cinquantenaire dans le cimetière de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	64
07/10/2019	2019084	Approbation de l'adhésion de la Communauté de Communes Andaine-Passais au Syndicat de Bassin de l'Aron, Mayenne et Affluents « SyBAMA »	65
07/10/2019	2019085	Admissions en non-valeur	66
07/10/2019	2019086	Modification des statuts du SMICO	68
07/10/2019	2019087	Modification des statuts du SMICO	69
07/10/2019	2019088	Aliénation d'un chemin rural au lieudit « Le Bas-Lioux » sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	70
07/10/2019	2019089	Rapport 2018 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets	71
07/10/2019	2019090	Tarifs de la salle du 3ème âge de la commune déléguée de Sept Forges	71
07/10/2019	2019091	Décision modificative	71
07/10/2019	2019092	Entretien de l'église de Sept Forges	72
07/10/2019	2019093	Location d'un logement communal pour une permanence d'infirmière à Sept Forges	73
07/10/2019	2019094	Tavaux d'aménagement d'une douche dans un logement communal de Sept Forges	73
07/10/2019	2019095	Aménagement de deux logements dans le presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : avenant n° 2 au lot n° 5 (plomberie PEC)	74
07/10/2019	2019096	Loyer des nouveaux logements du presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	74
07/10/2019	2019097	Travaux dans le logement à l'étage du presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	75

07/10/2019	2019098	Réfection de la façade des caves des logements de la cantine de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	75
07/10/2019	2019099	Bornage des chemins privés à intégrer dans le domaine public	76
07/10/2019	2019100	Adhésion au SMAEP de la région de Domfront des communes de Champsecret et de Saint Bômer les Forges	76
07/10/2019	2019101	Approbation des nouveaux statuts du SMAEP de la région de Domfront	77
07/10/2019	2019102	Nomination de nouveaux membres au sein du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de la région de Domfront (SMAEP)	82
07/10/2019	2019103	Acquisition d'un photocopieur pour la mairie déléguée de Juvigny sous Andaine	83
07/10/2019	2019104	Changement de la citerne de fioul de la salle communale de la commune déléguée de Beaulandais	83
07/10/2019	2019105	Chats errants dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	84
07/10/2019	2019106	Participation à la destruction des nids de frelons asiatiques	84
07/10/2019	2019107	Achat d'un portail pour le cimetière de la commune déléguée de Loré	85
07/10/2019	2019108	Convention entre l'EPIC Bagnoles de l'Orne Tourisme et la commune de Juvigny Val d'Andaine	85
07/10/2019	2019109	Aménagement de sanitaires dans la boulangerie de Juvigny sous Andaine	86
07/10/2019	2019110	Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)	86